

Ile-de-France à la page

Economie

En 2011, l'Ile-de-France est la région française la plus riche, concentrant 30 % du PIB métropolitain. Sa croissance, depuis 1990, reste l'une des plus dynamiques. Au niveau européen, l'Ile-de-France fait également partie des grandes régions les plus riches. Seule la région du Nordrhein-Westfalen la devance. La croissance de l'Ile-de-France est l'une des plus fortes d'Europe occidentale depuis 2000. Ce dynamisme est favorisé par une spécialisation sectorielle toujours plus marquée de la région, tournée très majoritairement vers le tertiaire et plus spécifiquement les services marchands. Les PIB par habitant et par emploi placent l'Ile-de-France dans le top cinq européen.

Cyrille Godonou
(Insee Ile-de-France)

L'Ile-de-France, une des régions les plus riches d'Europe

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) francilien s'élève à 601 milliards d'euros en valeur, soit 30 % du PIB métropolitain tandis que la population francilienne, avec 11 900 000 habitants, ne représente que 19 % des habitants en France métropolitaine. L'Ile-de-France est la seule région importatrice nette d'actifs. De nombreux actifs viennent y travailler sans y résider, ce qui conduit notamment à augmenter son PIB par habitant.

Parmi les régions françaises, l'Ile-de-France occupe une position favorable en niveau comme en évolution

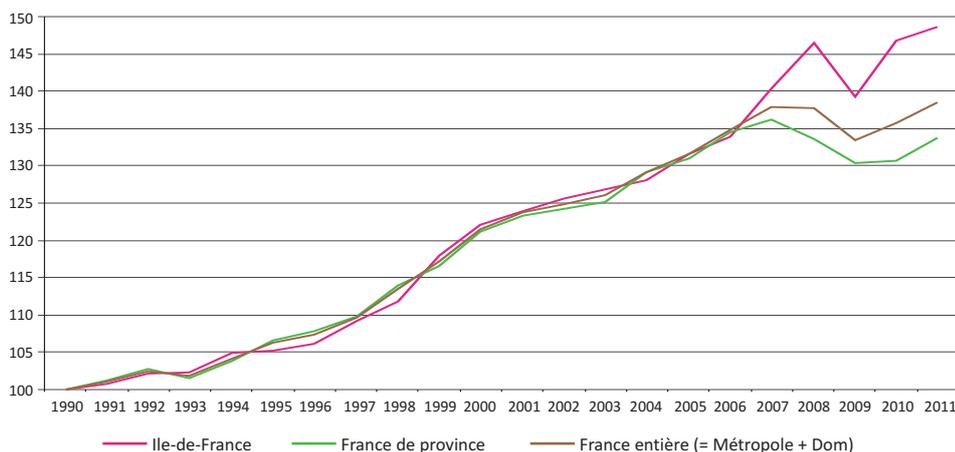
Entre 1990 et 2011, la croissance francilienne en volume est en moyenne an-

nuelle de 1,9 % contre 1,4 % en province. L'Ile-de-France se place ainsi au 4^e rang des régions ayant connu les plus fortes croissances au cours de la période.

L'Ile-de-France se distingue de la province à la fois par une récession plus tardive, plus brutale en 2009, mais aussi par une sortie de crise plus rapide ①. Au total, l'Ile-de-France s'en sort mieux que la province sur la période 2008 à 2011. Le ralentissement de la croissance entre 2008 et 2011 est en effet moins marqué en Ile-de-France où la croissance en rythme annuel moyen est de 0,4 % contre 0,1 % en province. Cet écart de croissance positif avec la province est un phénomène nouveau. En effet, avant 2008, les profils de croissance de l'Ile-de-France et de la province restaient très proches.

① L'Ile-de-France résiste mieux à la crise

Evolution du PIB en volume entre 1990 et 2011 (indice base 100 en 1990)



Source : Insee, comptes régionaux

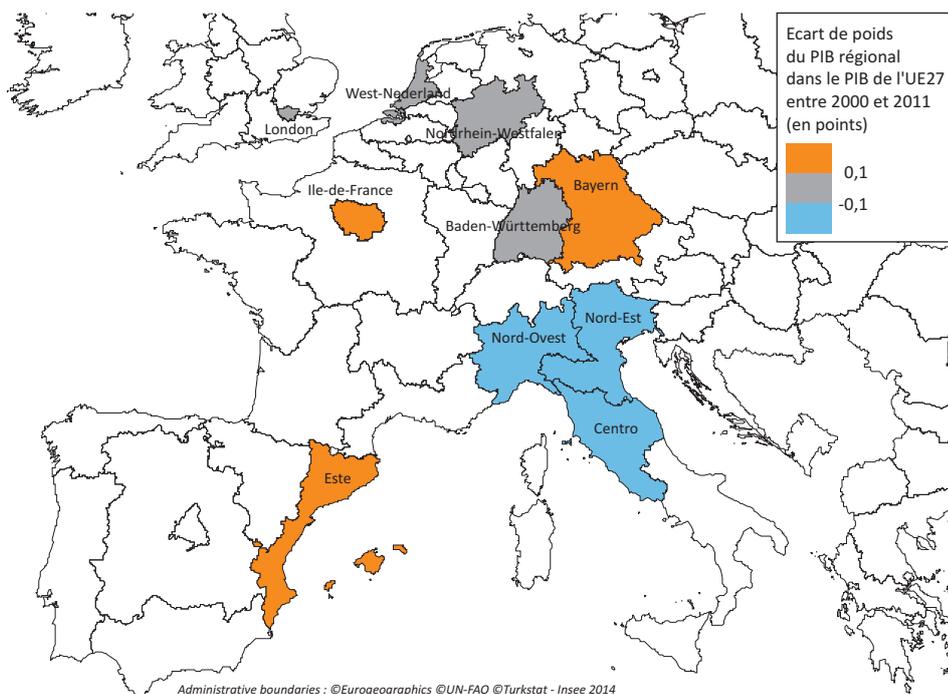
Suivant la tendance générale de l'économie française, l'économie francilienne est davantage orientée vers des activités présentes qu'en 1990, le processus étant encore plus marqué en province. Elle développe la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins des personnes présentes dans la région. La part de l'emploi présentiel, qui s'élevait à 60,7 % en 1990, s'est accrue en 20 ans d'environ quatre points, suivant un processus qui s'est renforcé au cours des années 2000.

La structure sectorielle francilienne, déjà singulière par rapport à la province, s'est modifiée sous l'effet d'un renforcement de la tertiarisation plus marqué qu'en province entre 1990 et 2011. Le poids des services marchands s'est accru, passant de 45 % à 52 %. En particulier, la contribution du secteur de l'information et de la communication a quasiment doublé, passant de 6 % à 11 % de la valeur ajoutée francilienne.

L'Ile-de-France deuxième PIB régional en Europe en 2011, après le Nordrhein-Westfalen

Le niveau du PIB francilien est davantage comparable à celui des autres grandes régions européennes et plus précisément des dix premières en termes de PIB. La plupart de ces régions comptent plus de dix millions d'habitants. Le PIB francilien est même comparable ou supérieur à celui de certains pays européens. En effet, seuls six Etats-membres de l'UE détiennent un PIB en standard de pouvoir d'achat (SPA) supérieur à celui de l'Ile-de-France : l'Allemagne,

② L'Ile-de-France, parmi les plus dynamiques des dix plus grandes régions (NUTS I) en termes de PIB



Lecture : le poids du PIB francilien dans le PIB de l'Union européenne à 27 augmente de plus de 0,1 point entre 2000 et 2011.

Source : Eurostat, calculs Insee

le Royaume-Uni, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et bien entendu la France.

En 2011, le PIB francilien s'élève à 542 000 SPA contre 379 200 SPA en 2000, soit un poids dans le PIB européen de respectivement 4,3 % et 4,1 %. Le poids de l'Ile-de-France dans l'UE s'est donc accru de 0,2 point entre 2000 et 2011 ②. L'Ile-de-France figure ainsi parmi les régions ayant connu la croissance la plus rapide parmi les dix plus grandes régions en termes de PIB.

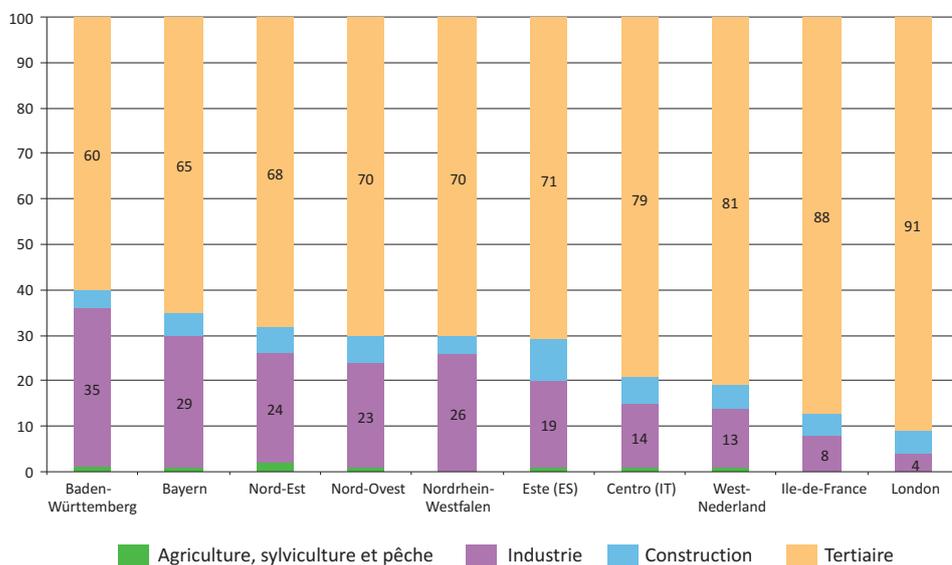
Renforcement de la tertiarisation francilienne

Avec un poids de près de 90 %, l'Ile-de-France se place au quatrième rang de toutes les régions européennes quant à l'importance du tertiaire dans son économie, Londres et Bruxelles occupant les première et deuxième places. Cette part est bien plus élevée que la moyenne de l'Union européenne à 27 qui s'établit à 73 %. Cette spécificité sectorielle favorise en partie le dynamisme de la croissance. Si l'on se restreint aux dix plus grandes régions européennes en termes de PIB, l'Ile-de-France est la deuxième région par le poids du tertiaire en Europe, après le Grand Londres. La part de la valeur ajoutée du tertiaire passe de 84 % en 2000 à 88 % en 2011 en Ile-de-France contre 88 % à 91 % pour Londres ③. C'est le tertiaire marchand qui est prépondérant. Plus précisément, la part de la valeur ajoutée des activités financières et d'assurance, des activités immobilières, des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des activités de services administratifs et de soutien représente 39 % alors que, en 2011, elle ne dépasse 30 % dans aucune autre des dix plus grandes régions en termes de PIB, excepté Londres.

En revanche, dans le cas du West-Nederland et du Nordrhein-Westfalen, les services non marchands et autres activités de ser-

③ L'Ile-de-France plus proche du modèle britannique que du modèle allemand

Répartition de la valeur ajoutée par secteur et par région européenne en 2011 (en %)



Source : Eurostat

4 La situation relative de l'Ile-de-France par rapport à Londres, au sein de l'Europe, s'est améliorée en dix ans

Les régions NUTS I ayant le plus fort PIB par habitant en 2000 et/ou en 2011 et leur écart à la moyenne de l'UE-27

Région NUTS I	PIB par habitant 2000	PIB par habitant 2008	PIB par habitant 2011	Ecart du PIB par habitant par rapport à l'UE-27 en 2000 (en %)	Ecart du PIB par habitant par rapport à l'UE-27 en 2011 (en %)	Ecart des écarts 2000-2011 (en points)
Bruxelles	48 700	54 200	55 600	155	121	-34
Baden-Württemberg	25 400	32 500	34 600	33	37	4
Bayern	25 200	32 200	35 300	32	40	8
Bremen	30 200	39 100	39 700	58	58	0
Hambourg	40 100	50 200	50 700	110	101	-9
Hesse	27 900	35 400	36 200	46	44	-2
Ile-de-France	34 300	43 600	45 600	80	81	1
Nord-Est (Italie)	27 600	31 200	30 600	45	21	-24
Luxembourg	46 500	65 800	66 700	143	165	22
West-Nederland	27 600	35 700	34 500	45	37	-8
Åland	27 700	33 600	34 600	45	37	-8
Östra Sverige	27 800	35 200	36 300	46	44	-2
Londres	38 200	49 200	45 400	100	80	-20
Union européenne (27 pays)	19 100	25 000	25 200	0	0	0

Lecture : en 2000, le PIB par habitant de l'Ile-de-France s'élève à 34 300 SPA contre 19 100 pour l'Union européenne à 27, soit 80 % de plus que la moyenne européenne. En 2011, le PIB par habitant de l'Ile-de-France s'élève à 45 600 SPA contre 25 200 pour l'Union européenne à 27, soit 81 % de plus que la moyenne européenne.

Source : Eurostat, calculs Insee

vices (administration publique, enseignement ; santé humaine et action sociale...) représentent un quart de la valeur ajoutée contre 20 % pour l'Ile-de-France.

Le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée baisse en Ile-de-France, passant de 12 % en 2000 à 8 % en 2011. Le profil de l'Ile-de-France se rapproche ainsi de celui de Londres. En revanche, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée est stable dans les trois grandes régions allemandes où elle constitue entre le quart et le tiers de la valeur ajoutée.

L'Ile-de-France détient un PIB par habitant parmi les plus élevés d'Europe en 2011

En 2011, l'Ile-de-France est une des régions les plus riches d'Europe en termes de PIB par habitant, lequel s'élève à 45 600 SPA, soit très au-dessus de la moyenne européenne à 27 qui n'est que de 25 200 SPA. Plusieurs régions européennes devançant l'Ile-de-France en termes de population. Mais avec un niveau de PIB SPA au 2^e rang des régions européennes, le PIB par habitant francilien reste très élevé et place l'Ile-de-France au 4^e rang des régions européennes en 2011, soit un gain d'une place depuis 2000. Seules trois unités territoriales de niveau NUTS1 à la population plus faible dépassent l'Ile-de-France : le Luxembourg, Bruxelles et Hambourg.

Depuis la crise de 2008, la situation relative de l'Ile-de-France au sein de l'Europe

et notamment par rapport à Londres s'est améliorée en matière de PIB par habitant. En 2008, le PIB par habitant francilien était supérieur de 74 points à la moyenne européenne, contre 97 points pour Londres. En 2011, le différentiel est de 81 points contre 80 points pour Londres 4. Avant la crise de 2008, Londres devançait l'Ile-de-France en matière de PIB par habitant. Cet écart s'est réduit après la crise de 2008 et en 2011, l'Ile-de-France atteint un niveau équivalent à celui de Londres. Ce retournement s'explique notamment par le fait que la population londonienne s'est davantage accrue que la population francilienne.

Sources

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, avec la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif Esane (Elaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif).

La source Eurostat permet d'avoir des données statistiques pour les Etats-membres de l'Union européenne.

Définitions

Activités présentes : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Nomenclature d'unités territoriales statistiques (NUTS) : nomenclature de la Commission européenne subdivisant les pays de l'Union européenne en unités territoriales définies pour les besoins statistiques et ne constituant pas forcément des unités administratives officielles : NUTS1 de 3 à 7 millions d'habitants en moyenne ; NUTS2 de 800 000 à 3 000 000 d'habitants ; NUTS3 de 150 000 à 800 000 habitants. Dans cette nomenclature, l'Ile-de-France est à la fois une unité territoriale de niveaux 1 et 2. Toutefois, certaines régions sont parfois classées dans une catégorie bien qu'elles ne répondent pas aux critères démographiques ci-dessus.

Productivité apparente du travail : PIB divisé par les effectifs d'emploi.

Produit intérieur brut (PIB) : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

Standard de pouvoir d'achat (SPA) : indice s'apparentant à une monnaie et permettant la comparaison des pays sans qu'interviennent les différences de prix. Dans le cadre de cette étude, cet indice permet des comparaisons significatives du PIB en volume entre les régions européennes pour une année donnée.

Valeur ajoutée : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Les régions européennes les plus riches

Dans la présente étude, on se restreint aux régions les plus riches de l'Union européenne, en termes de PIB. Ces régions sont davantage comparables avec l'Ile-de-France que les autres régions françaises, par leur démographie, leur économie et/ou leur importance politique. Les régions correspondent au niveau NUTS 1 dans la classification européenne. Le tableau présente les régions apparaissant dans le top 10 du PIB en 2000 et/ou 2011, du PIB par habitant en 2000 et/ou 2011 ou du PIB par emploi en 2000 et/ou 2010.

Les régions européennes les plus riches en termes de PIB, de PIB par habitant ou de PIB par emploi

"Régions" NUTS I	Pays	Principales villes	Top 10 PIB en 2000 et/ou 2011	Top 10 PIB par habitant en 2000 et/ou 2011	Top 10 PIB par emploi en 2000 et/ou 2010
Nordrhein-Westfalen	Allemagne	Cologne, Düsseldorf, Dortmund	x		
Ile-de-France	France	Paris	x	x	x
Nord-Ovest	Italie	Milan, Turin, Gênes	x		x
Bayern	Allemagne	Munich, Nuremberg	x	x	
London	Royaume-Uni	Londres	x	x	x
Baden-Württemberg	Allemagne	Stuttgart, Karlsruhe, Fribourg	x	x	
Nord-Est	Italie	Bologne, Parme, Vérone	x	x	
Este	Espagne	Barcelone, Valence, Majorque	x		
Centro	Italie	Rome, Florence	x		
West-Nederland	Pays-Bas	Amsterdam, Rotterdam, Utrecht	x	x	x
Sud	Italie	Naples, Bari	x		
Bruxelles	Belgique	Bruxelles		x	x
Bremen	Allemagne	Brême		x	
Hambourg	Allemagne	Hambourg		x	x
Hessen	Allemagne	Francfort, Wiesbaden		x	
Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg		x	x
Åland	Finlande	Mariehamn		x	
Östra Sverige	Suède	Stockholm		x	
Vlaams Gewest	Belgique	Anvers, Gand, Bruges			x
Irlande	Irlande	Dublin			x
Noord-Nederland	Pays-Bas	Groningue			x
Zuid-Nederland	Pays-Bas	Bois-le-duc, Maastricht			x

L'Ile-de-France cinquième région européenne en PIB par emploi

La productivité apparente du travail est très élevée en Ile-de-France, s'élevant à 87 600 SPA, ce qui place la région au 5^e rang européen, très au-dessus de la moyenne européenne à 27 qui n'est que de 56 700 SPA en 2010. Seuls Londres, le Luxembourg, Bruxelles et le Noord-Nederland parviennent à se classer avant l'Ile-de-France. L'écart de PIB par emploi par rapport à la moyenne européenne à 27 évolue plutôt favorablement en Ile-de-France. Parmi les dix régions ayant le PIB par emploi le plus élevé, l'Ile-de-France est ainsi la troisième à voir sa productivité apparente du travail augmenter le plus rapidement en comparaison avec la moyenne européenne entre 2000 et 2010. Lorsqu'on prend en compte l'ensemble des régions européennes, ce sont les régions des pays de l'Est qui voient leur productivité du

travail augmenter le plus rapidement, en raison du processus de rattrapage.

Les salaires de l'Ile-de-France sont très attractifs, la région se situe au 5^e rang de l'ensemble des régions européennes en termes de salaire horaire en 2010, dans les entreprises de dix salariés ou plus. Quatre régions dépassent l'Ile-de-France : Londres, Bruxelles, le Luxembourg et l'Irlande. Avec l'Ile-de-France, ces régions forment le top 5 européen en termes de salaire horaire.

La structure des qualifications de l'Ile-de-France est plus proche de celle de Londres avec une part de diplômés de l'enseignement supérieur très élevée. Parmi les personnes âgées de 25 ans à 64 ans, 41 % sont diplômées de l'enseignement supérieur en 2011 (contre 33 % en 2000), ce qui fait de l'Ile-de-France la sixième région européenne, toutes régions comprises, con-

centrant le plus de diplômés de ce niveau. Certes, l'Ile-de-France est devancée de ce point de vue par Londres et Bruxelles qui sont les deux premières régions de diplômés de l'enseignement supérieur avec des parts respectives de 51 % et 42 %. Mais l'Ile-de-France est très largement au-dessus de la moyenne européenne où la part de diplômés de l'enseignement supérieur est de 27 %.

Pour en savoir plus

Brière L., Clément E. : « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première*, n° 1501, juin 2014.

Mahieu R. : « Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012 », *Insee références - Trente ans de vie économique et sociale*, janvier 2014.

Clanché F. : « Trente ans de démographie dans les territoires », *Insee Première*, n° 1483, janvier 2014.